Prolétaires de tous les pays, unissez vous!




n° 47

p.a.f. 0,60 € - novembre 2014

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

# Les travailleurs doivent avoir leurs propres revendications



**De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar**


Le siège de Goldman Sachs

# Banquiers pas stressés

Jusque-là tout va bien, comme le disait l'homme tombant du gratte-ciel qui passait devant la fenêtre du deuxième étage. La BCE, la Banque centrale européenne, vient de faire passer 130 banques d'Europe au filtre des « stress tests » et se déclare satisfaite. Seules 25 banques auraient échoué à l'examen, mais pas les plus grosses, et pas les belges, et de toute façon une partie d'entre elles auraient déjà pris les mesures nécessaires. Alors, tout va bien ?

Le stress test est le scénario imaginé par l'autorité bancaire en question pour évaluer les capacités de résistance des banques au cas où la crise économique s'aggraverait brusquement. Les auteurs de ce scenario catastrophe ont simulé la récession pour 2014 et 2015, puis une année où les prix s'écroulent, où la courbe du chômage s'envole, où les prix de l'immobilier perdent 30 % et où les taux d'intérêt (le loyer de l'argent) triplent. Un film catastrophe, aux yeux d'un banquier normalement constitué ! Le critère du succès au test est que, dans cette situation en principe stressante, la banque examinée puisse maintenir un « ratio CET1 » de 8 % : en clair, ses fonds propres doivent représenter au moins 8 % de ses engagements, prêts et spéculations. Apparemment, ce ratio suffirait à rassurer la BCE.

Les banques belges remplissent de façon satisfaisante les critères. Sauf Dexia, mais là, ce ne serait pas grave, parce qu'elle bénéficierait des garanties d'Etat belges et françaises. Mais, si un tel scénario ne semble pas stresser la banque, il peut s'avérer catastrophique pour la population, car ces deux Etats se sont engagés à hauteur de 90 milliards, dont 54 milliards pour la Belgique, plus d'un tiers du montant annuel dont l'Etat dispose à travers les impôts, taxes et cotisations sociales.

Dans le pays, plus d'un million de personnes sont sans travail, le nombre de ceux qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté explose, pendant que le système capitaliste fabrique au-dessus de leur tête des bulles spéculatives qui échappent à tout contrôle et menacent d'exploser, mais « les investisseurs » peuvent être rassurés, selon les experts de la BCE.

Apparemment, les marchés boursiers, qui ont plongé après l'annonce de la BCE, sont les premiers à en douter.

## Qui sommes nous

*Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.*

*Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.*

*Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.*

*De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !*

*Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.*

*Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.*

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

**http://www.lutte-ouvriere.be**

Abonnements:

**Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)**
**Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)**

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

# Tous à la manifestation, avec nos propres revendications !

Les directions syndicales appellent à une manifestation nationale ce jeudi. **Soyons le plus nombreux possible !**

Les raisons d'être en colère et de revendiquer ne manquent pas. Depuis l'éclatement de la crise bancaire en 2008, les travailleurs payent le prix fort de cette nouvelle aggravation de la crise capitaliste, pour laquelle ils ne sont en rien responsables.

Les banques, les grandes entreprises et leurs actionnaires, par leur soif aveugle de profit, ont provoqué la crise. Mais ils ont continué à s'enrichir. Les grandes familles bourgeoises ont pu compter sur tous les gouvernements successifs pour faire payer la crise à la population laborieuse. L'argent qui manque pour nos pensions, dans l'enseignement, dans les communes, etc., c'est dans leurs coffres forts qu'il a disparu.

Jeudi, c'est la première fois depuis 6 ans que dure ce dramatique épisode de la crise capitaliste, que les travailleurs de tous les secteurs sont appelés à manifester ensemble. Et c'est une bonne chose, car ce n'est qu'ensemble que nous pourrons nous défendre.

Mais ne soyons pas dupes !

Tout le monde a remarqué que les mesures tout aussi dures pour les travailleurs décidées par le gouvernement Di Rupo n'ont pas provoqué les mêmes réactions des directions syndicales. Ce qui change, c'est que les partis socialistes sont dans l'opposition, ainsi que le CDH. Les directions syndicales craignent que le patronat et le gouvernement ne leur enlèvent la gestion des allocations de chômage, elles sont inquiètes aussi que le patronat et le gouvernement ne prennent plus la peine de négocier avec elles, alors les syndicats appellent les travailleurs à descendre dans la rue.

Et si aujourd'hui, ils veulent montrer qu'ils peuvent nous mobiliser, demain ils peuvent très bien se contenter d'un geste du gouvernement et du patronat pour nous démobiliser.

Le camp patronal peut par exemple renoncer à l'augmentation de l'âge de la retraite à 67 ans, mais maintenir toutes les autres mesures qui baisseront les salaires et les pensions de façon dramatiques et durables. Il peut renoncer au saut d'index et se contenter d'une nouvelle manipulation du calcul de l'index qui aura le même effet. Il peut décider de donner la garantie aux appareils syndicaux de ne pas toucher (dans l'immédiat) à leur rôle dans le payement des allocations de chômage. Il peut garantir que les négociations continueront comme avant…

Les directions syndicales pourraient se contenter de pas grand-chose et dire qu'elles ont obtenu quelque chose, ce ne serait pas la première fois que cela se passe comme ça. Mais pour les travailleurs, cela ne changerait rien, la situation serait toujours aussi difficile.

**Alors, saisir l'occasion de l'appel syndical pour montrer notre colère ne suffira pas, il faut que nous ayons nos propres objectifs, nos propres revendications, notre propre politique et que nous soyons nombreux à la faire entendre !**

Les travailleurs n'ont que leurs salaires pour vivre, il faut les défendre. En ce temps de crise où les ventes baissent, les capitalistes n'ont qu'une possibilité d'augmenter leurs profits, ou au moins de les maintenir : baisser nos salaires. Le saut d'index et sa manipulation, les mesures pour baisser les pensions, priver les chômeurs de leurs allocations, les obliger à accepter n'importe quel job à n'importe quelles conditions… toutes ces mesures visent à permettre aux patrons de nous exploiter plus.

Mais même si on arrive à faire reculer le gouvernement sur l'une ou l'autre de ces mesures, cela ne servirait pas à grand-chose si on ne visait pas à empêcher les licenciements, l'attaque la plus radicale et déterminante contre les salaires. Et c'est le chômage massif qui permet aux patrons d'exercer le chantage permanent sur les salaires et les conditions de travail.

**Il faut imposer l'interdiction des licenciements et la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire !** Ce n'est que comme ça qu'on pourra empêcher les actionnaires de Delhaize, des banques, de Ford, ArcelorMittal, Caterpillar, etc. de continuer à plonger les masses laborieuses dans la misère.

Bien entendu, cela demande des luttes d'une toute autre ampleur. Mais c'est derrière ces objectifs que la classe ouvrière aura la force d'empêcher les capitalistes de plonger toute la société dans la misère et le chaos. D'autant plus qu'avec le service minimum dans les services publics, c'est le droit de grève qui est visé par le gouvernement.

Alors, mettons les manifestations et les piquets à profit pour débattre des revendications de notre classe et retisser les liens qui nous permettront de continuer la lutte, même quand les directions syndicales voudront l'arrêter !

Audi / VW - Forest

### Merci, on est déjà servi

La marque Audi bat des records de vente et de profits d'année en année. Cela n'empêche pas le patron de la marque, Stadler, et les actionnaires de VW derrière, de vouloir réduire les coûts de 2 milliards d'euros. Pas un programme d'économies (avec des licenciements) a-t-il voulu rassurer dans une « lettre aux collaborateurs » cet été, juste un « programme de fitness ».

Monsieur est à la recherche de sport ? Bienvenue dans notre studio fitness ouvert de 6 à 14 et de 14 à 22 heures. On y pratique la course non-stop.




*VW casse des records depuis 40 ans: au détriment des travailleurs!*

### Un CDI pour tous !

A la fin du dernier trimestre, ce sont encore six ou sept intérimaires qui ont été renvoyés. Deux d'entre eux étaient là depuis presque trois ans. Et tout le monde sait que d'avoir tenu si longtemps, cela signifie d'avoir dû accepter de travailler très dur.

C'est révoltant de voir la direction traiter ces jeunes collègues comme des esclaves jetables.

### Un petit repos bien mérité

La direction nous invite à son speech bisannuel. Et comme toujours, ils pensent vraiment à tout pour que ce soit un vrai succès : pour mieux nous permettre de reposer nos poignets, les techniciens du son prévoient même des applaudissements enregistrés.

S'il y avait moyen de mettre le type qui parle sur muet aussi ? Il parle toujours d'efforts et qu'on doit travailler plus. C'est fatiguant rien que de l'écouter… Merci d'avance.

### Profits trop chers

La direction a décrété que le coût de fabrication de l'A1 doit baisser de 600 €/pièce pour être rentable. Mais qui détermine si une production est rentable ? Les actionnaires qui empochent les profits.

Les fins de mois de plus en plus précoces, l'état de fatigue et la santé malmenée, tout le montre : les profits nous coûtent trop cher !

### Audi royal

Les coûts, les coûts, les coûts, la direction n'a que ce mot à la bouche. Mais cela ne l'a pas empêchée de dépenser des dizaines de milliers d'euros pour la visite de Philippe.

Pourtant, lui, n'a encore créé aucune richesse dans sa vie, à la différence de tous ceux qui travaillent ici.

La seule chose que ça a eu de bien c'est de regarder les cadres agiter les petits drapeaux qu'on leur avait distribué. On aurait presque dit du travail !

Durobor - Soignies

### « Travailler plus longtemps », on le fait déjà !

En FM, une des conséquences de la diminution d'effectif est qu'un opérateur se retrouve seul pour assumer plusieurs tâches et faire tourner une machine. Et pour remplacer les collègues malades ou en congé, il n'est pas rare qu'on doive enchainer les jours de travail sans interruption pendant bien plus d'une semaine.

Voilà la réalité de l'exploitation que subissent les travailleurs, et les gouvernements qui veulent relever l'âge de la retraite « parce que l'on vit plus longtemps » font semblant de ne pas voir que, sous la loi du profit capitaliste, tous les métiers deviennent « lourds ».

### C'est des embauches qu'il faudrait prescrire !

En déco, les cadences de travail des opératrices dépassaient la limite du supportable. Tendinites aux genoux, aux poignets, mal de dos, causés par le rythme et les postures de travail, nous ont poussé à exprimer un ras-le-bol. Nos protestations ont finalement fait intervenir les syndicats et une visite d'une médecin du travail. Contrairement aux habitudes de ses collègues masculins, la doctoresse est venue sur place nous regarder pendant le travail et son rapport a confirmé que ce n'était pas tenable.

La direction a accepté le principe d'une rotation plus rapide aux postes les plus pénibles… ce qui nous use moins vite mais ne résout pas le problème : comment se fait-il que des ouvriers doivent s'éreinter à la tâche pendant que d'autres désespèrent de trouver du travail ?

## Un monde absurde

D'après l'assurance sociale des indépendants, il y aurait en Belgique 233 000 travailleurs qui exercent une activité complémentaire, entendez un 2ème boulot en tant qu'indépendant. Un chiffre en constante augmentation sans compter ceux qui ont un 2ème boulot en tant que salarié ou qui ne le déclarent pas du tout. Tout ça à cause des salaires trop faibles.

Une situation absurde quand on sait qu'il y a en Belgique près de 500 000 chômeurs.

Les patrons, eux, profitent de la peur du chômage pour essayer de baisser les salaires. Que ferons-nous s'ils y arrivent? Prendre un 3ème boulot?

Imposer une augmentation des salaires et le partage du travail entre tous, c'est notre seule porte de sortie.

## BPost : les postiers ont raison de se défendre

Les centres de tri de BPost de Liège, Charleroi et Bruxelles ont fait grève jeudi, pour protester contre la mise en place du nouveau plan « Alpha ». Pour transférer la distribution de colis le week-end vers des indépendants, la direction procède « à de très nombreux licenciements secs de contractuels qui pourraient déboucher sur des centaines de suppressions d'emplois », selon le permanent de la CSC - Transcom.

Ce syndicat dénonce aussi les conditions de travail des postiers qui deviennent de plus en plus dures.

Mais, tout en menant seule cette action, la CSC-Transcom ne propose d'autres perspectives aux postiers que de faire appel « au bon sens et à la responsabilité de la direction », comme si celle-ci ne visait pas simplement à maximiser les bénéfices sur le dos des travailleurs.

Contre les politiques patronales, les travailleurs ont besoin d'une politique pour s'unir et construire un rapport de force.

## Un serviteur dévoué des intérêts capitalistes

Cornu, le nouveau patron de la SNCB, se distingue par sa faculté de mépriser et d'insulter les cheminots. Selon lui, ils sont trop souvent en congé, reçoivent trop de primes, et quand ils font grève, c'est pour le plaisir d'embêter les usagers.

Ce ton correspond à la tâche que Cornu a accepté : réaliser 2,1 milliards d'économies sur les 5 ans à venir. Cela ne sera pas possible sans des attaques importantes contre les cheminots, les usagers et les syndicats. Et en cela, il est un bon représentant de sa classe.

Cornu n'en est pas à son premier coup. A l'occasion des manifestations à venir, les cheminots ont intérêt à interroger les travailleurs d'Agfa Gevaert sur leurs expériences. C'est là que Cornu a sévi en dernier, notamment en 2006 en supprimant 900 des 3000 emplois restants.

Et ensemble, les travailleurs feront avaler leur arrogance à Cornu et ses semblables.

## Les étudiants en médecine en grève pour pouvoir exercer leur profession

Les étudiants des facultés de médecine des universités francophones ont largement suivi la grève du jeudi 30 octobre. Ils veulent protester contre la politique de limitation des immatriculations Inami, qui donnent droit à la pratique de la médecine en Belgique. Seul un étudiant en médecine sur deux, et encore moins en dentisterie, obtiendront cette immatriculation, alors que des pénuries de médecins se font sentir dans de nombreuses régions.

Cette politique de limitation d'immatriculation Inami avait été mise en place en 1997, par le ministre PS Marcel Colla, pour diminuer les dépenses de la sécurité sociale. Moins de médecins, moins de prescriptions médicales. C'est cette volonté de réaliser des économies sur la vie et la santé de la population qui est la cause fondamentale du problème, et il faudra une société qui donne la priorité au bien-être humain pour en sortir définitivement.




## *Ligne directe*

Quatre jours après avoir annoncé l'extension du salaire garanti par l'employeur à 2 mois en cas de maladie (au lieu de 15 jours actuellement)… le gouvernement Michel a fait marche arrière devant le lobby des fédérations patronales. Officiellement, la mesure est reportée en 2016, mais selon la CSC, « elle est en fait abandonnée ».

Le patronat proteste contre les grèves, mais lui n'a pas besoin de descendre dans la rue pour se faire entendre.

# Vive la grève des travailleurs de Delhaize !




à gauche: Nous sommes tous des Delhaiziens en solde.
au milieu: A vendre! Comme neuf! Travailleur de 34 ans, utilisé 12 ans par Delhaize.
à droite: Licenciés pour quart d'heure de pause trop coûteux

En octobre, les travailleurs de Delhaize ont fait grève pour contester le licenciement de 2 500 d'entre eux et les baisses de salaires annoncées pour ceux qui restent.

Delhaize a en effet annoncé une baisse de salaire de 90€ par mois, la baisse de la prime annuelle et la suppression du double quart d'heure de pause quotidien. Les travailleurs perdraient plus de 120 € net par mois, selon les estimations des syndicats.

Delhaize espère ainsi faire 12,5 millions d'euros d'économies alors que l'an passé, 160 millions € de ses profits ont directement été versés à ses actionnaires.

Ce ne serait que justice de prendre sur les profits pour maintenir les salaires des travailleurs qui les ont produit !

# La collaboration du PS avec les patrons

Avec les déclarations de Laurette Onkelinx au Parlement fédéral sur « le bruit des bottes », les sorties médiatisées à l'encontre de ministres de la NVA, le PS a orchestré une campagne pour pointer du doigt la proximité de la NVA avec les milieux d'extrême-droite et les sympathisants du régime nazi. Le mot de « collabo » a été lancé et repris, notamment par le président du CDH, Benoît Lutgen.

A cette occasion, les partis, mais aussi les médias francophones, ont développé l'idée que « la collaboration » avec l'occupant nazi durant la seconde guerre mondiale avait été plus importante en Flandre, puis qu'elle avait été excusée après la guerre par les partis et l'opinion flamande.

Mais la vérité historique est qu'aucun parti ne s'est opposé au régime nazi victorieux en 1940. Pire. L'ancêtre du PS, le Parti Ouvrier Belge, avait à sa tête des hommes, comme Henri De Man, qui avaient des sympathies pour les idées fascistes. « La démocratie parlementaire, les partis politiques, et le Parti Ouvrier avec eux, ont fait leur temps », déclarait le dirigeant « socialiste » De Man avant de dissoudre le POB et toutes ses organisations.

Influencé par le pacte entre Hitler et Staline, le Parti Communiste n'est devenu un opposant résolu à l'occupant qu'après sa rupture et l'entrée des troupes nazies en URSS en juin 1941.

De leur côté, les dirigeants du syndicat socialiste de l'époque (la CGTB), aux côtés de ceux de la CSC, ont participé à des discussions avec le « docteur Voss », responsable délégué en Belgique de l'Arbeitsfront (Front du travail), pour négocier leur intégration dans ce « syndicat » nazi.

Dans cette « collaboration », le parti et les syndicats socialistes ne faisaient que poursuivre jusqu'au bout leur soumission à la classe capitaliste, avec les patrons, qui, en 1940, étaient pour la plupart « collabo » et partisans des méthodes fortes de Hitler contre les ouvriers et leurs organisations.

Mais, en 1944, voyant le vent tourner, voyant le prestige de l'URSS et l'influence des communistes grandir parmi les travailleurs, les patrons belges sont allés chercher les dirigeants politiques et syndicaux socialistes pour leur proposer une alliance contre le risque de Révolution. La mise en place d'un régime de sécurité sociale, dont la gestion des indemnités de chômage était confiée aux organisations syndicales, l'organisation de la concertation sociale, des commissions partiaires, l'entretien de milliers de permanents syndicaux : voilà le prix que les patrons étaient prêts à payer par peur des travailleurs. Et le PS a mis tout son poids, toute son influence, pour que les capitalistes belges, leurs propriétés, leurs fortunes accumulées, y compris par les fournitures de guerre à l'armée nazie, ne soient pas inquiétés.



Henri De Man fait des promesses... qu'il ne tiendra pas.

Depuis 1914 et « la politique de l'Union sacrée » avec la bourgeoisie, les dirigeants du PS ont toujours collaboré au fonctionnement du capitalisme, ils ont toujours été solidaires de toutes les attaques et mesures d'austérité que les capitalistes réclamaient contre les travailleurs : en 1947-1958, avec « la bataille du charbon » pour restaurer les profits au prix de la santé et de la vie de milliers de mineurs ; 1960-61, lors de la grande grève contre la Loi unique ; dans les années '80, les années '90, les années 2000… jusqu'au gouvernement Di Rupo de 2011 - 2014 qui, contre les chômeurs, les pensionnés, contre les salaires, les cheminots, la fonction publique, l'enseignement,… a préparé les attaques que poursuit aujourd'hui le gouvernement Michel.

Une vérité que le PS s'emploie à faire oublier par son écran de fumée autour de « la collaboration ».

## La politique du gouvernement en chiffres

Voici, d'après les calculs du CDH, le coût annuel des mesures du gouvernement Michel pour un travailleur touchant 3 200 € brut par mois (1915 nets) :

- saut d'index en 2015 : perte de 500 €
- blocage salarial : 316 €
- augmentations des accises sur le diesel (pour 20 000 km par an) : 192 €

A quoi s'ajoutent les mesures d'économies dans les soins de santé, que ce travailleur devra compenser de sa poche.

Maintenant que le CDH joue à l'opposition au fédéral, ses services d'études sont capables de chiffrer l'impact de la politique du gouvernement pour les classes populaires. Mais pour se défendre, il est évident que les travailleurs ne peuvent rien attendre de ces partis, PS, CDH, Ecolo, qui ont appliqué, et qui appliquent encore en Wallonie, cette même politique au service des riches et des entreprises.

## Les syndicats appellent à la mobilisation, allons-y et défendons nos revendications

Avec l'annonce du relèvement de l'âge de la pension à 67 ans et du saut d'index, le nouveau premier ministre fédéral a directement donné le ton : son gouvernement sera un gouvernement de combat contre le monde du travail.

Les ministres fédéraux N-VA qui fêtent l'anniversaire de l'ancien militant nazi et fondateur de la milice d'extrême-droite VMO, Bob Maes, ou qui se distinguent par leurs propos méprisants envers la fraction immigrée de la classe ouvrière, c'est un avertissement. Ce gouvernement est ouvertement opposé aux travailleurs, et il est déterminé à imposer la politique voulue par le patronat sans réticence, sans état d'âme.

Oui, le monde du travail doit se préparer à se défendre. Mais ce n'est pas derrière l'opposition de Laurette Onkelinx que les travailleurs pourront sauver le niveau de leurs salaires et de leurs pensions, ni maintenir le niveau d'éducation de leurs enfants et les soins de santé.

Les grands cris indignés de cette ex-ministre PS au parlement ne pourront pas faire oublier que depuis 26 ans, PS et SP.a ont été de toutes les politiques d'austérité, au fédéral comme au régional, qui ont préparé le terrain aux attaques du nouveau gouvernement.

Mais ce qui est le plus abject, c'est que cette soi-disant opposition socialiste fait passer l'idée que les électeurs flamands seraient responsables de cette situation.

Non, ce gouvernement et sa politique ne résultent pas de la volonté des électeurs en Flandre. Certes, il y a des travailleurs qui se sont laissés abuser par le démagogue De Wever qui avait l'air différent des autres politiciens. Et il y en a, des travailleurs – dans les deux parties du pays – qui se trompent lourdement en croyant défendre leurs emplois et leurs salaires en votant pour des politiciens qui divisent les travailleurs entre ceux qui sont nés ici et ceux qui sont nés ailleurs.

Mais le patronat, lui, ne se trompe pas quand il se réjouit du gouvernement N-VA qui lui permet d'avancer « sans faire de compromis »…

Dans la crise qui s'aggrave, avec la production qui stagne ou recule, pour préserver ses profits, le patronat n'a d'autre solution que réduire les emplois et les salaires des travailleurs. Il l'a fait d'abord en utilisant la « concertation » sociale, c'est-à-dire un semblant de négociation avec les directions syndicales qui se chargeaient de faire avaler la pilule aux travailleurs. Mais déjà, les attaques contre les pensions et les salaires des gouvernements précédents ne laissaient plus beaucoup de marge pour la « concertation ». Le gouvernement actuel ne compte plus s'embarrasser avec ces palabres. Et si on le laisse faire, il utilisera la manière forte pour imposer aux travailleurs d'accepter le sort qui leur est réservé par la classe capitaliste : celui d'exploité obligé de vendre ses bras contre des salaires de plus en plus faibles.

Les syndicats, se sentant menacés dans leur rôle de négociateurs appellent à la mobilisation. Les dirigeants syndicaux haussent le ton maintenant, mais ils n'ont pas vraiment changé de politique. Cela se voit dans le fait que le gouvernement wallon dirigé par le parti socialiste échappe à leurs critiques, alors qu'il fait payer la population pour arroser le patronat via le Plan Marshall, entre autres… !

Cependant, il faut répondre à cet appel des syndicats ; il ne faut pas laisser la possibilité aux dirigeants syndicaux de justifier leurs reculs futurs par le manque de mobilisation des travailleurs. Il faut profiter de cet appel pour se mobiliser. Mais il ne s'agit pas de se leurrer et penser qu'en faisant tomber ce gouvernement pour le remplacer par un autre qui dirait « rigueur » et non « austérité », ce serait suffisant. Il ne s'agit pas non plus de se mobiliser seulement pour sauver une « concertation sociale » qui a toujours servi à tromper les travailleurs. Il s'agit de sauver la seule chose que nous avons dans cette société : nos emplois, nos salaires et nos pensions.

Faire en sorte d'avoir tous un emploi, un salaire, une pension, les richesses que nous produisons le permettraient largement. Mais aujourd'hui, ces richesses sont accaparées par les capitalistes.

Et ils sauvent leurs profits en nous condamnant au chômage, aux bas salaires et en nous faisant payer leurs dettes. Nous ne pourrons sauver nos salaires, nos pensions et nos emplois qu'en partageant le travail entre tous, et en prenant sur leurs profits. C'est eux ou nous, c'est leurs profits ou nos emplois et nos salaires.

C'est de cela dont il s'agit de se convaincre et de convaincre nos collègues autour de nous. Prendre conscience de nos propres intérêts de travailleurs et de notre force, nous organiser sur notre propre terrain de classe, voilà ce qui nous armera pour les luttes nécessaires à venir.

# Les dirigeants des communes en sous-traitants de l'austérité

Un des effets de la réforme de l'État négociée par le gouvernement Di Rupo est de faire porter une grande part des mesures d'austérité par les communes, déjà affaiblies par la débâcle de Dexia et les exclusions du chômage qui surchargent les CPAS.

A Charleroi, les travailleurs communaux ont envahi le Collège communal pour protester contre 200 suppressions d'emploi annoncées. Pour s'entendre dire par le soi-disant socialiste Magnette que le problème était « l'absentéisme de 12% plus élevé qu'ailleurs ».

A Mons, la politique menée par le bourgmestre Di Rupo est strictement identique. Une majorité du personnel travaille sous contrats subventionnés (PTP, APE,…). Ils perdent leurs emplois quand ces aides arrivent à échéance, et le gouvernement de la ville prévoit là aussi de diminuer le nombre d'emplois.

Que ce soit en Flandre avec la N-VA ou en Wallonie avec le PS, les politiciens responsables des régions et communes sont tous partie prenante de la politique qui consiste à prendre chez les pauvres pour donner aux riches.

## Tout un symbole



L'inauguration de la nouvelle tour de police de Charleroi est imminente.

Contre les entreprises ultra-bénéficiaires qui licencient et condamnent toujours plus de travailleurs de la région au chômage et à la débrouille, le mayeur Magnette n'avait rien à dire, ni non plus contre la politique de son parti qui privera des milliers de chômeurs de leurs allocations dès janvier 2015.

Alors augmenter la présence policière dans les quartiers pauvres du centre-ville, chasser les mendiants, et dépenser 50 millions d'euros pour un genre de mirador qui domine toute la ville, ce n'était que la suite logique. Magnette en est fier ? On est fier de ce qu'on peut.

Il y a juste un petit problème. Le nouveau ministre de l'Intérieur, Jan Jambon (N-VA), pourrait se pointer pour participer aux festivités de l'inauguration et peut-être voudra-t-il même couper le cordon ?!

Mais alors, on pourrait s'apercevoir que la politique policière et répressive de l'un ressemble comme deux gouttes d'eau à celle de l'autre.

## *Faites ce que je dis, pas ce que fait mon parti*

Joëlle Milquet (CDH), ministre de l'Education de la Communauté française, a écrit à Daniel Bacquelaine (MR), le ministre fédéral des Pensions pour exprimer « sa plus vive inquiétude» car les projets du fédéral vont aboutir à « un allongement excessif » de la carrière enseignante. Elle écrit que ce métier « mérite des aménagements de fin de carrière » jugés « incompatibles » avec les projets du fédéral. Elle souhaite un « rendez-vous urgent » avec Bacquelaine pour « éviter l'avalanche de ces mesures peu acceptables.»

Si les enseignants comptent sur Milquet pour protéger leurs fins de carrières, qu'ils se souviennent qu'en 2011, c'est sa consœur de parti, Marie-Dominique Simonet qui avait reporté de 55 à 58 ans la possibilité pour les enseignants de bénéficier du système dit DPPR de départ anticipé à la retraite.

## Merci pour eux !

Une étude de la commission européenne nous apprend que le secteur de l'énergie a reçu, en 2012, 122 milliards d'euros sous forme de subsides et d'exonérations de taxes de la part des pays européens. Avec près de 300 euros par habitant, la Belgique se classe parmi les plus généreux donateurs, 2ème juste après l'Allemagne.

C'est-à-dire qu'une famille de 4 personnes paye en moyenne 1200 euros par an, via les impôts, aux capitalistes du secteur énergétique.

Un petit pourboire supplémentaire pour les actionnaires!

## Des économies au détriment des femmes

Pour faire des économies sur les soins de santé, le gouvernement a décidé de réduire d'un demi-jour le remboursement de l'hospitalisation pour les accouchements. Le gouvernement espère ainsi économiser 11,7 millions en 2015 et 14 millions à partir de 2016.

Pour compenser ce demi-jour perdu, il faudrait un accompagnement à domicile rigoureux tel que le passage régulier d'une sage-femme et d'une aide-ménagère, dit un gynécologue dans la presse.

Cependant les femmes les plus fragiles sont souvent les plus pauvres. Ce sont elles qui seront les plus touchées par la réduction du remboursement et ce sont elles qui n'auront pas les moyens de se payer une aide à domicile.

Honteux !

## L'Unicef fait le bilan de la crise

D'après un rapport de l'Unicef, 2,6 millions d'enfants sont passés sous le seuil de pauvreté depuis 2008 dans les pays riches à cause de l'aggravation de la crise. Au total, dans les 41 pays sur lesquels porte cette étude, 76,5 millions d'enfants vivraient dans la pauvreté.

À propos du chômage des jeunes, le rapport conclut qu'« une génération a été mise de côté ». Entre 2008 et 2012, « les familles grecques ont perdu l'équivalent de 14 années de progrès ; l'Espagne, l'Irlande et le Luxembourg ont perdu une décennie entière et quatre autres nations ont perdu presque autant ».

« Quel avenir pour les enfants ? », s'interrogent les auteurs de ce rapport. Il est à souhaiter pour l'ensemble de l'humanité que ce soit un avenir de lutte pour le renversement du capitalisme.